



# CAISSE DES ÉCOLES DE LA VILLE DE MARSEILLE

## Cahier Clauses Particulières

**Fourniture et livraison de livres personnalisés pour la remise des  
prix de fin d'année d'études primaires dans les écoles publiques  
communales**

**Numéro de la consultation : 2023\_03**

**Procédure de passation : MAPA ouvert**

## SOMMAIRE

<b>Article 1 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ</b>	4
1.1 Intitulé et Objet des prestations	4
1.2 Caractéristiques de la consultation	4
1.3 Procédure	5
1.4 Décomposition en Lots, Tranches et postes	5
1.5 Modalités d'exécution des tranches optionnelles	5
1.6 Accord-cadre à bons de commande	5
1.7 Date d'effet du marché	5
1.8 Durée de validité du marché	5
<b>Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS</b>	6
<b>Article 3 - DÉLAIS DE LIVRAISON ET/OU D'EXÉCUTION</b>	6
3.1 Délais	6
3.2 Émission des bons de commande	6
<b>Article 4 - ENTREPRISES GROUPÉES</b>	6
<b>Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXÉCUTION</b>	7
5.1 Transport et Emballages	7
5.2 Lieux d'exécution ou de livraison	7
<b>Article 6 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS – ADMISSION</b>	7
6.1 Vérifications	7
6.2 Admission	7
<b>Article 7 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS</b>	8
<b>Article 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX</b>	8
8.1 Nature du prix	8
8.2 Caractère du prix	8
<b>Article 9 - AVANCES</b>	8
9.1 Régime de l'avance	8
9.2 Dispositions complémentaires	9
<b>Article 10 - PAIEMENT – ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE</b>	9
10.1 Délais de paiements	9
10.2 Intérêts moratoires	9
10.3 Présentation des demandes de paiement	9

10.4 Dématérialisation des factures.....	10
<b>Article 11 - PÉNALITÉS.....</b>	<b>10</b>
11.1 Pénalités de retard.....	10
11.2 Obligations environnementales à la charge du titulaire et pénalités en cas de manquement.....	11
11.3 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail.....	11
<b>Article 12 - RÉSILIATION – EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....</b>	<b>11</b>
<b>Article 13 - CLAUSES DE GESTION DES DONNÉES.....</b>	<b>12</b>
13.1 Les contraintes réglementaires.....	12
13.1.1 Le RGS.....	12
13.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).....	12
13.1.3 Le Code du Patrimoine.....	12
13.2 Les clauses générales de confidentialité.....	12
13.3 Les contrôles.....	13
13.4 Phase de réversibilité.....	13
<b>Article 14 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 15 - LOI APPLICABLE.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 16 - CONFORMITÉ AUX NORMES.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 17 - ASSURANCES.....</b>	<b>14</b>
<b>Article 18 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</b>	<b>15</b>

## Article 1 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ

### 1.1 Intitulé et objet des prestations

La présente consultation a pour objet la fourniture et la livraison de livres personnalisés pour la remise des prix de fin d'année d'études primaires qui se déroulera au mois de juin 2024 dans les mairies de secteur et dans les écoles publiques communales.

Chaque élève de CM2 se verra offrir lors d'une cérémonie un ouvrage avec le mot du Maire de Marseille et celui du Président de la Caisse des Ecoles imprimés sur la première page pour marquer son passage vers la sixième.

Cela représente environ 9 200 livres.

La quantité exacte sera précisée dans la commande.

### 1.2 Caractéristiques de la consultation

Après la notification, le titulaire devra effectuer en librairie une première présentation d'une sélection de 20 ouvrages jeunesse, adaptés à des élèves de 10-11 ans choisis parmi les thématiques autour de la citoyenneté, de la tolérance, du vivre ensemble, de la parité, de la solidarité, de la lutte contre le harcèlement, de la discrimination et du patrimoine régional.

Le montant moyen des livres proposés devra être d'un montant unitaire TTC remise déduite d'environ 10€.

Le titulaire devra s'assurer des délais d'impression et de livraison auprès de l'éditeur. **Les livres proposés devront tous être livrés avant le 15 Mars 2024.**

Le titulaire adressera par courriel à la Caisse des Écoles un document avec la présentation des ouvrages sélectionnés. Celle-ci sera adressée aux membres du jury qui choisiront le ou les ouvrages retenus pour la commande finale.

Si nécessaire, une deuxième sélection d'ouvrages avec présentation numérique et en librairie pourra être demandée au titulaire.

Un mot du Maire de Marseille et du Président de la Caisse des Écoles devront être imprimés sur la première page du ou des ouvrages choisis. Un fichier sous format pdf sera transmis au candidat.

Les ouvrages devront être livrés dans un point unique situé sur le territoire marseillais dont l'adresse sera communiquée ultérieurement.

### **1.3 Procédure**

---

La procédure de passation est la suivante :

MAPA OUVERT AVEC BOAMP - selon les articles suivants : articles L2123-1, R2123-1-1°, R2123-4 et 5 du Code de la commande publique.

### **1.4 Décomposition en Lots, Tranches et postes**

---

L'ensemble des prestations fait l'objet d'un marché unique et n'est pas subdivisé en postes.

### **1.5 Modalités d'exécution des tranches optionnelles**

---

L'ensemble des prestations n'est pas subdivisé en tranches.

### **1.6 Accord-cadre à bons de commande**

---

Le présent marché est un accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande, en application des articles R2162-1 à 6 et R2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Il n'y aura qu'une seule commande.

Les bons de commandes seront émis dans les conditions et limites suivantes :

Les valeurs données ci-après sont données par période annuelle :

MONTANT MINIMUM : 70 000€  
MONTANT MAXIMUM : 130 000€

Les bons de commandes pourront être émis jusqu'au dernier jour de la période de validité du marché.

Les prestations ne font pas l'objet de bons de commande.

### **1.7 Date d'effet du marché**

---

La date de début de la période de validité et d'exécution du marché est la date de notification du marché au titulaire.

### **1.8 Durée de validité du marché**

---

La durée du marché se définit comme suit : de la notification du marché à la livraison des fournitures.

## Article 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G. FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1/ Le présent acte d'engagement et ses annexes désignées ci-après :

- Annexe n°1 : Taux de Remise – cadre de réponse
- Annexe n°2 : BPU

2/ Le présent cahier des clauses particulières

3/ Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicable aux marchés publics de Fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF du 1er avril 2021

4/ le Mémoire technique

5/ les prix publics uniques fixés par les éditeurs de livres.

## Article 3 - DÉLAIS DE LIVRAISON ET D'EXÉCUTION

### 3.1 Délais

Le service procédera à la commande immédiatement après la notification du marché.

Suite à cette commande, tous les livres personnalisés devront être livrés dans un ESAT (coordonnées communiquées ultérieurement).

Le titulaire devra effectuer les livraisons avant le 15 mars 2023

### 3.2 Émission des bons de commande

La commande comportera :

- La référence au marché,
- La désignation de la fourniture commandée,
- La quantité commandée,
- Le lieu d'exécution ou de livraison,
- Le délai d'exécution ou de livraison,
- Le montant total en Euro HT et TTC du bon de commande
- La date

La personne habilitée à signer les bons de commande sont :

Monsieur Pierre HUGUET – Président de la Caisse des Écoles

## Article 4 - ENTREPRISES GROUPÉES

Le mandataire du groupement représente l'ensemble des entrepreneurs, vis-à-vis du représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché.

Il assure, sous sa responsabilité, la coordination de ces entrepreneurs.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement dans les obligations contractuelles de celui-ci à l'égard de la personne publique jusqu'à la date à laquelle ces obligations prennent fin.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés solidaires, si le marché ne désigne pas l'entrepreneur mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est le mandataire des autres entrepreneurs.

## **Article 5 - CONDITIONS DE LIVRAISON ET D'EXÉCUTION**

### **5.1 Transport et Emballages**

Les frais de transport sont à la charge du titulaire.

Conformément à l'article 20.3 du CCAG FCS, le transport, le conditionnement, le chargement et le déchargement s'effectuent sous la responsabilité du titulaire.

### **5.2 Lieux d'exécution ou de livraison**

Les prestations de stockage et de conditionnement sont réalisées dans les locaux du titulaire du marché.

La livraison sera effectuée dans un lieu unique dont les coordonnées seront communiquées ultérieurement.

La livraison sera accompagnée d'un bulletin de livraison établi par le titulaire en double exemplaire mentionnant :

- Le numéro du marché
- L'identification du titulaire
- La date de livraison
- Le service destinataire
- Le numéro et la date du bon de commande
- La désignation des articles et quantités livrées.

## **Article 6 - OPÉRATIONS DE VÉRIFICATIONS / ADMISSION**

### **6.1 Vérifications**

Les opérations de vérifications prévues ci-dessous sont effectuées dans les conditions prévues aux articles 27 à 29 du CCAG/FCS :

Vérification quantitative : Lors de la livraison, le réceptionnaire procède à des vérifications quantitatives entre la fourniture demandée et la fourniture effectivement livrée.

Vérification qualitative : Lors de la livraison, le réceptionnaire procède à des vérifications qualitatives et indiquera, s'il y a lieu, au titulaire tout défaut constaté par rapport à la fourniture demandée.

### **6.2 Admission**

Suite aux vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet des prestations sont prises dans les conditions prévues à l'article 30 du C.C.A.G./F.C.S par le responsable désigné par la personne publique. Les opérations de vérification et la notification de la décision du pouvoir adjudicateur doivent être effectuées sous un délai de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

## **Article 7 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS**

L'utilisation des résultats, et notamment les droits respectifs du pouvoir adjudicateur et du titulaire en la matière, sont définis à l'article 37 du CCAG FCS.

Il n'est pas prévu de disposition particulière.

## **Article 8 - MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX**

### **8.1 Nature du prix**

---

Prix unitaires :

Le marché est conclu aux prix unitaires publics des différents éditeurs.

#### **OFFRES PROMOTIONNELLES**

Le titulaire pourra facturer les prestations ou les fournitures en fonction des offres promotionnelles momentanées appliquées à ses tarifs publics, à condition qu'elles soient plus avantageuses que les prix prévus au marché.

Il signalera à la Caisse des Écoles de la Ville de Marseille, suffisamment tôt, par message mail ou télécopie ou document promotionnel, l'existence de ces tarifs et leur période d'application, afin que celui-ci puisse en tenir compte dans ses commandes, ses bons de commande et leur planification. Le taux de la TVA à prendre en considération est celui en vigueur à la date du fait générateur, conformément à l'article 269 du CGI.

### **8.2 Caractère du prix**

---

Les prix sont fermes et ajustables sur la base des tarifs publics des différents catalogues des éditeurs et à la date de parution de ces derniers.

## **Article 9 - AVANCE**

### **9.1 Régime de l'avance**

---

Sauf renoncement du titulaire porté à l'acte d'engagement, une avance sera versée au titulaire, dans les cas et selon les modalités prévues aux articles R2191-3 à 19 du Code de la commande publique et à l'acte d'engagement.

Elle est versée le cas échéant dans le délai de 30 jours à compter de la date de début du délai contractuel d'exécution du marché, du bon de commande ou de la tranche.

L'avance est remboursée dans les conditions prévues aux articles R2191-11, R2191-12 et R2191-29 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant initial du présent marché et se termine lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du même montant selon un rythme calculé au prorata du pourcentage d'avancement.



## **9.2 Dispositions complémentaires**

---

L'avance ne pourra toutefois être versée qu'après constitution par le titulaire d'une garantie à première demande ou, si le pouvoir adjudicateur en a donné son accord, d'une caution personnelle et solidaire d'un montant de 100 % du montant de l'avance et dont l'objet est de garantir le remboursement de l'avance consentie.

## **Article 10 – PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE**

### **10.1 Délais de paiement**

---

En application des articles R2192-10 à 15 du Code de la commande publique, le paiement sera effectué dans un délai de 30 jours courant à compter de la date de réception de la demande de paiement par les services de la personne publique contractante ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

Le délai global de paiement pourra être suspendu dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

### **10.2 Intérêts moratoires**

---

Le défaut de paiement dans les délais prévus ci-dessus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice des titulaires ou des sous-traitants payés directement. Il est fait application, pour toute la durée du marché, du taux des intérêts moratoires égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 Euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

### **10.3 Présentation des demandes de paiement**

---

La facture afférente au marché est établie en portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom / la raison sociale et l'adresse du créancier
- le numéro de SIRET
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro et la date du marché
- La nature des prestations
- La quantité
- Le prix de base hors révision et hors taxes
- Le taux et le montant de la T.V.A.
- Le montant total de la facture en euro HT et TTC
- La date et le numéro de facture.
- Tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération

Les factures dématérialisées indiquent l'adresse suivante :

CAISSE DES ÉCOLES - 40 rue Fauchier - 13 233 MARSEILLE CEDEX 20

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du C.C.A.G./F.C.S.

Pour les candidats européens sans établissement en France : en lieu et place du numéro de SIRET, indiquer le N° de TVA intracommunautaire

N° de TVA intracommunautaire de la Ville de Marseille : FR75211300553

#### **10.4 Dématérialisation des factures**

---

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct, transmettent leurs factures sous forme électronique, conformément aux dispositions des articles L2192-1 à L2192-7 et R2192-1 à R2192-3 du Code de la Commande Publique.

Les factures doivent être envoyées de façon dématérialisée et gratuite en utilisant le "portail public de facturation" sécurisé Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Ce portail permet d'intégrer automatiquement les données nécessaires à la mise en paiement des factures et d'économiser les coûts d'édition et d'envoi postal des factures ainsi que de suivre par internet l'état d'avancement de leur traitement.

Toutes les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site.

Pour accéder à la « structure »(au sens CHORUS PRO) Caisse des Ecoles adéquate, le titulaire sera informé du numéro SIRET devant être utilisé.

### **Article 11 - PÉNALITÉS**

---

#### **11.1 Pénalités de retard**

---

En cas de retard dans l'exécution des prestations, imputable au titulaire, des pénalités seront appliquées après observations éventuelles du titulaire, selon les dispositions de l'article 14.1.1 du CCAG FCS.

En application de l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

Les pénalités sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité

R = le nombre de jours de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant, hors champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard (ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable).

#### **11.2 Obligations environnementales à la charge du titulaire et pénalités en cas de manquement**

---

Il est dérogé à l'article à l'article 16.2 au CCAG/FCS.

Au titre du développement durable, le titulaire propose dans son mémoire technique la démarche environnementale qu'il engagera pour la bonne exécution du marché. Le mémoire technique, pièce contractuelle du marché en application du présent CCP constitue un engagement du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur procédera à des contrôles afin de s'assurer de la bonne mise en oeuvre des engagements du titulaire, et se réserve la possibilité d'opérer par contrôle inopiné.

Sans mise en demeure préalable, le pouvoir adjudicateur appliquera une pénalité dont le montant est fixé à 100€ par manquement constaté.

### **11.3 Pénalités pour non respect des dispositions du Code du Travail**

En application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17/05/2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, le titulaire qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail se verra infliger une pénalité d'un montant de 50euros par jour de retard.

Le montant de cette pénalité sera au plus égal à 10% du montant du présent contrat et ne pourra excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

## **Article 12 - RÉSILIATION ET EXÉCUTION DES PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

L'ensemble des dispositions du CCAG/FCS (chapitre 7) est applicable.

En cas d'inexécution par le titulaire d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire (article 45 du CCAG FCS).

En cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-6 à 16 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du travail, le marché sera résilié aux torts du cocontractant de la personne publique et exécuté à ses frais et risques.

## **Article 13 - CLAUSES DE GESTION DES DONNÉES**

### **13.1 Les contraintes réglementaires**

#### **13.1.1 Le RGS**

Le décret RGS(Référentiel Général de Sécurité), pris en application de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 Décembre 2005, dite « ordonnance télé-services » et en vigueur depuis le 19 Mai 2013, s'impose à la totalité des systèmes d'information, et nous oblige à garantir la sécurité des échanges électroniques entre le citoyen et l'administration, entre deux administrations ou entre une administration et ses partenaires. Ces échanges électroniques sont également nommés télé-services.

### **13.1.2 Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD)**

Sont applicables dans le cadre de ce marché les dispositions du Règlement 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données).

Il est notamment nécessaire de confirmer le respect de l'article 44 du Règlement Général sur la Protection des Données qui précise que le transfert de données personnelles à l'extérieur de l'Union Européenne ne peut se faire qu'à certaines conditions contractuelles et en co-responsabilité du responsable de traitement et du titulaire du marché (sous-traitant au sens du RGPD)

L'ensemble des conditions sont définies dans l'annexe « Protection des données et Politique de sécurité » de l'acte d'engagement, le cas échéant.

### **13.1.3 Le Code du Patrimoine**

Les documents et données produits ou reçus par la Ville de Marseille constituent des archives publiques.

Or, la loi n°2015-195 promulguée le 20 février 2015 et modifiant l'article L.111-1 du Code du Patrimoine, qualifie les archives publiques de "Trésors nationaux" et ne peuvent donc sortir du territoire douanier qu'après autorisation du Service inter-ministériel des Archives de France (SIAF) et seulement dans certains cas précis.

## **13.2 Les clauses générales de confidentialité**

---

Les supports informatiques physiques et documents fournis par la Ville de Marseille à la société prestataire restent la propriété de la Ville de Marseille.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code pénal), il en va de même pour toutes les données dont la société prestataire prendra connaissance à l'occasion de l'exécution de ce marché.

Les données produites, collectées, traitées ou gérées par la collectivité ou par le concessionnaire/titulaire du marché pour son compte, dans le cadre de ses activités de service public et en lien avec ses compétences, en ce qu'elles sont nécessaires au fonctionnement du service public, sont réputées appartenir à l'acheteur public dès l'origine. Le titulaire du marché s'engage à permettre à l'acheteur public d'accéder librement à ces données à tout moment de l'exécution du marché public. A l'issue du marché public, le titulaire s'engage à remettre gratuitement à l'acheteur public toutes les données visées dans cet article et à apporter la preuve de leur destruction.

La société prestataire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la prestation prévue dans ce marché, l'accord préalable du responsable du fichier est nécessaire ;

ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans ce marché ;

ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du marché ;

prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielle, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du marché ;  
échanger des informations personnelles, sensibles ou des authentifications/identifications uniquement de manière chiffrée ;  
en fin de marché à procéder à la mise à disposition de toutes les données appartenant à la Ville de Marseille ;  
et en fin de marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

### **13.3 Les contrôles**

---

La Ville de Marseille se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations réglementaires et techniques de sécurité par la société prestataire, notamment par la réalisation d'audits ponctuels.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-5 et 226-17 du nouveau code pénal.

La Ville de Marseille pourra prononcer la résiliation du marché, sans indemnisation du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

### **13.4 Phase de réversibilité**

---

Au terme du marché, le prestataire s'engage à faciliter la réversibilité selon les modalités choisies par la Ville de Marseille et à fournir toutes les informations et prestations utiles à sa mise en œuvre.

La fourniture de toutes les informations relatives à l'exécution du marché, la documentation constituée durant la prestation, sous forme électronique mise à jour, ainsi que le transfert de connaissance sont inclus dans le présent marché.

Ce transfert se fera directement aux équipes de la Ville de Marseille.

## **Article 14 - LOGICIEL E-ATTESTATIONS**

La Ville de Marseille ayant souscrit un abonnement au logiciel de conformité fournisseurs "e-attestations", nous demandons aux titulaires de bien vouloir y déposer les documents exigibles au titre des articles R2143-7 à 10 du Code de la commande publique, et notamment :

- les attestations fiscales et sociales,
- l'inscription au RCS (K ou K Bis),
- la garantie décennale pour les marchés de travaux,
- la liste nominative des travailleurs étrangers
- l'attestation sur l'honneur relative à l'égalité réelle entre les femmes et les hommes

Cette démarche présente l'avantage de limiter les échanges administratifs lors de la notification et de l'exécution des marchés. Par ailleurs, le logiciel garantit la confidentialité des documents déposés.

L'interface e-attestations est une solution gratuite de dépôt et de mise à jour, l'adresse du site est la suivante : <http://www.e-attestations.com/>

## **Article 15 - LOI APPLICABLE**

En cas de litige, la loi française est la seule applicable. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Conformément aux articles R2197-1 à 24 du Code de la commande publique, il pourra être fait appel au médiateur des entreprises ou au comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics

## **Article 16 - CONFORMITÉ AUX NORMES**

Les fournitures seront conformes aux normes en vigueur, normes homologuées ou autres normes reconnues équivalentes, en vertu de l'article R2111-11 du Code de la commande publique. Toute norme décrite dans le présent marché, dont l'usage n'est pas rendu obligatoire par une réglementation, est entendue comme comprenant la mention "ou équivalent" même si elle n'est pas expressément suivie de cette mention.

## **Article 17 - ASSURANCES**

Conformément à l'article 9 du CCAG FCS, le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## **Article 18 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P. sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologuées ci-après :

Dérogations au CCAG-FCS:

- l'article 2 déroge à l'article 4.1 du CCAG
- l'article 5 déroge à l'article 20.2.2 du CCAG
- l'article 11.2 déroge à l'article 16.2 du CCAG